

BONOBO
productions

présente

ATHENES

PRIERES SOUTERRAINES



Reportage de 26'
proposé par
Julia Kuntzle et Clémentine Athanasiadis

Le contexte.

Malgré le droit universel des peuples à disposer d'un lieu de culte, Athènes est encore l'une des rares capitales européennes à ne pas disposer de mosquée. Les quelques 600.000 musulmans qui vivent en Grèce, principalement dans sa capitale, sont obligés de se recueillir dans des parkings, des caves, des sous-sols ou des immeubles abandonnés qu'ils achètent et aménagent avec leurs propres moyens.

A Athènes, on dénombre ainsi plus d'une centaine de lieux de prières improvisés. Souvent vétustes, ces espaces ne permettent pas de répondre aux besoins d'une communauté composée entre autres de Bangladais, de Pakistanais, de Magrébins et d'Albanais. Pis, ces lieux de prière sont régulièrement la cible de vandalisme ou fermés par le gouvernement qui invoque une loi 1939 pour rendre ces structures illégales.



« Une mosquée : jamais et nulle part »

Les raisons d'un tel échec n'ont pas changé depuis près de 40 ans. La société grecque, à 90% orthodoxe, a construit une partie de son identité nationale sur sa religion. L'idée de voir dans le paysage urbain d'autres lieux de culte que ses églises a du mal à faire son chemin. La vive opposition de la population s'explique également par quatre siècles d'occupation Ottomane, encore très présente dans les esprits. La religion musulmane étant directement assimilée aux Turcs, « envahisseurs et barbares ».

La situation économique désastreuse du pays ne fait que renforcer la résistance d'une société qui ne comprend pas que des fonds soient levés pour la construction d'une mosquée alors que le peuple a faim.

Dans ce contexte, les idées xénophobes et racistes se répandent comme une trainée de poudre, faisant le jeu du parti néo nazi *Aube dorée*. Le mouvement multiplie les manifestations remuant les peurs et les préjugés sur une religion largement méconnue, rassemblant ainsi derrière lui une foule plus large que son électorat habituel.

Face à ce "succès", rien ne viendrait justifier que le premier ministre Antonis Samaras fasse construire une mosquée qui ferait dégringoler sa côte de popularité. Pourtant, son gouvernement a promis récemment de débloquer près d'un million d'euros pour la construction d'une mosquée sur une ancienne base navale d'Athènes.

En Grèce - principale porte d'entrée de l'immigration illégale en Europe - l'islam est la deuxième religion du pays. De fait, l'absence de mosquée dans la capitale est dénoncée au plus haut niveau des institutions européennes des droits de l'Homme.



heure de la prière dans un sous-sol aménagé pour l'occasion

Intention.

Je suis grecque d'origine. En novembre 2013, à l'occasion d'un séjour, j'aperçois au détour d'une rue d'Athènes, pour la première fois, un lieu de culte musulman improvisé et aménagé. Je n'avais auparavant jamais entendu parler des conditions de pratique des musulmans vivant en Grèce.

Les conditions dans lesquelles les migrants musulmans se recueillent sont très peu connues. Beaucoup sont là depuis de longues années, certains y sont même nés. Pourtant, la société continue de les considérer comme des citoyens de seconde zone sans poids politique. Trop soucieux de travailler, de gagner de l'argent, d'obtenir leurs papiers et de s'insérer, les migrants n'ont jamais porté leurs revendications religieuses au premier plan.

La sensation d'être laissé de côté depuis trop longtemps a poussé le dirigeant de l'Association des Musulmans de Grèce, Nahim El-Gandhour, à faire de la construction d'une mosquée un combat pour leurs droits, leur dignité et leur liberté de pratiquer leur culte. Une revendication largement soutenue par la Commission Européenne des droits de l'homme, qui critique sévèrement la condition des musulmans en Grèce.

Les personnes que nous avons pu rencontrer étaient avant tout blessées du sort que leur réservait la société grecque. Elles ont insisté sur leur besoin de prier dans une vraie mosquée, au cœur de la capitale, sans que celle-ci soit imposante ou avec un minaret.

Nous avons été étonnées par leur calme et l'absence totale de rancœur. A les entendre, cette future mosquée leur servira d'abord à « prouver » qu'ils ne sont pas des « criminels dangereux » afin d'être plus largement acceptés par la société.

En dehors de la dimension humaine, ce sujet embrasse des dimensions historiques, économiques, politiques et religieuses. Le reportage témoignera d'une société fermée sur elle même, rongée par la crise, la xénophobie grandissante, les préjugés à l'égard de cette religion et aussi, l'ascension du parti néo nazi « Aube dorée ».

Traitement :

Le reportage plongera directement le téléspectateur dans une manifestation du parti néo nazi « Aube dorée » contre la construction d'une mosquée. Le projet a été annoncé par le gouvernement Samaras qui a récemment débloqué 946.000 euros pour son édification sur une ancienne base navale.

On peut entendre les partisans du mouvement crier à l'unisson « *Une mosquée turque à Athènes, jamais et nulle part* », « *Les musulmans dehors, non à l'invasion* ».

Interviewees de protestataires : « *Ici, c'est un pays orthodoxe. Si les étrangers musulmans veulent pouvoir prier dans une mosquée, ils n'ont qu'à rentrer chez eux !* » lance Maria la soixantaine. « *Les musulmans envahissent l'Europe et c'est notre tour. Ils vont créer des problèmes en Grèce. Si on leur construit une mosquée ici, ils vont penser qu'ils sont chez eux* » ajoute Georgos. « *Le gouvernement dit qu'il n'a pas d'argent mais il en a pour les étrangers ! Ils l'ont trouvé où cet argent ?* » s'étrangle Nikos. Le porte parole de l'Aube dorée, Ilias Katsidiaris, parle lui de « *provocation sans précédent. Nos ancêtres ont perdu leur vie pour se battre contre les Turcs et maintenant on veut leur construire une mosquée ? C'est justifier l'occupation ottomane dont nous avons été victimes pendant 400 ans... Et puis, les musulmans sont trop différents de nous, ils vont vouloir nous imposer leur mode de vie. La Grèce appartient aux Grecs, pas aux étrangers, pas aux musulmans !* ».

Après cinq appels d'offres restés sans réponse, c'est un consortium d'Etat qui va finalement s'occuper de la construction. Le bâtiment, sans minaret, devrait accueillir 300 fidèles.

En attendant, les quelques 600.000 musulmans de Grèce, dont la majorité vit à Athènes, doit se recueillir dans des sous-sols, parkings, arrières boutiques ou immeubles laissés à l'abandon. « *Cela fait 40 ans que je suis en Grèce et je n'ai jamais pu prier dans une vraie mosquée. J'ai pris l'habitude de devoir me cacher mais mes enfants, qui sont nés ici, ne comprennent pas pourquoi leurs camarades ont de belles églises alors que nous, nous devons descendre sous terre. C'est pour eux que nous nous battons* » explique Nahim Elghandour, le président de l'Association des musulmans de Grèce. « *Pourquoi on ne pourrait pas prier dignement et librement ? On vit comme n'importe quel citoyen en Grèce mais quand il s'agit de religion, on doit se retrouver dans des caves cachés de tous* » peste Issa, un syrien vivant dans le pays depuis 30 ans et qui se recueille dans un ancien parking. « *C'est notre droit d'avoir un vrai lieu de prière, la situation dans laquelle nous nous trouvons est humiliante* » renchérit Ahmed, un bangladais qui a, depuis deux ans, enfilé le rôle d'Imam pour les fidèles d'un sous-sol du quartier d'Agios Panteilemonos. Des espaces souvent vétustes et peu appropriés que les membres de la communauté musulmane achètent avec leurs propres ressources et aménagent avec les moyens du bord. « *Nous nous sommes réunis entre musulmans du quartier afin de louer cet ancien appartement, 700 euros par mois. Chacun donne ce qu'il peut et il arrive que l'argent manque. C'est aussi nous qui avons dû ajouter des robinets et des lavabos afin de faire correctement nos ablutions* » complète Abdul Ahmed, un égyptien.

Malgré ces conditions de parias, le gouvernement à décidé dernièrement de fermer ces espaces de culte jugés illégaux. Interview de Georges Dendias, ministre de l'ordre public et de la protection du citoyen, justifiant cette directive. « *Beaucoup de ces endroits sont aménagés et squattés sans autorisations délivrées préalablement. Pour des raisons de sécurité, nous devons les fermer* ».



Abdul Ahmed appelle à la prière dans un vieil immeuble d'Athènes

Abdul Ahmed dénonce l'hypocrisie d'une telle mesure : « *Nous aimerions avoir des autorisations, ça nous éviterait bien des problèmes. Seulement, le gouvernement refuse d'en délivrer* ». « *Le premier lieu de culte musulman date de 1984. Depuis, on en compte une centaine mais c'est seulement aujourd'hui que le gouvernement se réveille, s'appuyant sur une loi de 1939 pour fermer nos espaces de prière... Il y a encore quelques années, nous n'avions pas été accusés de tous les malheurs de la Grèce en nous rendant la vie impossible* » s'emporte Nahim Elghandour.

Des conditions rendues encore plus difficiles encore par les actes de vandalismes perpétrés. « *C'était en 2011. Comme tous les jours, je priais dans un sous-sol avec d'autres croyants quand des partisans du parti Aube dorée ont fermé l'endroit avant d'y mettre le feu. Nous étions dedans !... Quand on est sortis, des policiers attendaient devant, mais ils n'étaient pas là pour nous aider* » confie Ahmed, un albanais en Grèce depuis de longues années. Un incident largement passé sous silence dans les médias du pays. « *Personne n'a parlé de ce qui s'est passé ce jour là. Des gens ont voulu brûler vifs d'autres gens à cause de leur religion et personne n'en a parlé ! C'est écœurant* » lance Nahim Elghandour.



Un ancien lieu de culte dans le quartier d'Agios Penteilemonos, brûlé par des sympathisants d'Aube dorée

Dans une société rongée par la crise, les préjugés à l'égard des étrangers se multiplient et se radicalisent. *« Lorsque nous parlons de l'islam avec des Grecs, leurs idées sur la question sont effrayantes. Nous entendons des choses vraiment aberrantes mais malheureusement entretenues par le gouvernement et par les médias. La population n'est pas prête à avoir une mosquée parce qu'elle a peur et que personne n'est là pour la rassurer. Les Grecs ont grandi avec l'idée qu'un bon Grec est un Grec orthodoxe. Le musulman est obligatoirement vu comme un étranger, qu'en période de crise on voudrait voir partir. Pourquoi, dans ce cas, leur construire une mosquée ? »*, avance Tatiana Papanastassiou, sociologue et spécialiste de la question musulmane en Grèce.

Du côté du gouvernement on se veut plus rassurant. *« Même si cela ne se fera pas tout de suite, la mosquée sera construite. Les fonds ont été débloqués et l'endroit choisi »* explique Madame Papanastassiou, en charge de ce dossier.

Pourtant, les projets se sont succédés sans jamais aboutir. (Images des différents lieux où une mosquée aurait pu être construite).

En 2001, l'Arabie Saoudite propose de financer la construction de l'édifice mais l'Eglise s'y oppose, prétextant que la société n'est pas prête à accepter l'idée d'un minaret dans le centre de la capitale.

Même chose en 2004, alors qu'une mosquée devait être construite aux abords de l'aéroport, dans le cadre des Jeux Olympiques organisés par le pays. L'Eglise s'y est opposée refusant de *« donner une fausse image du pays aux touristes à l'arrivée »*. La communauté musulmane elle-même n'était pas en faveur du projet : *« L'endroit choisi était très éloigné, pour les fidèles qui prient cinq fois par jour. Cela rendait la mission impossible. Nous estimons que, nous aussi, nous avons le droit d'avoir un lieu qui soit facilement accessible. Aussi, il est important que la mosquée soit financée par l'Etat grec et pas par d'autres pays »* souligne Nahim Elgandhour, le président de l'Association des musulmans de Grèce.

En 2007, un texte de loi est adopté pour une mosquée construite dans le quartier d'Eleonas, plus facilement accessible pour les pratiquants musulmans.

Il aura finalement fallu attendre fin 2013 pour que le dossier se concrétise et que le gouvernement trouve preneur. Mais laissés de côté depuis trop longtemps, les musulmans d'Athènes ont décidé, en 2011, de faire connaître leurs droits et leurs revendications en se réunissant pour une grande prière de rue. Si l'action s'est dans l'ensemble bien déroulée, certains Grecs n'ont pas hésité à lancer des œufs et à proférer des injures.

Certains élus font en sorte de faire avancer les mentalités et d'intégrer les musulmans à la société. C'est le cas du maire de Thessalonique, Giannis Boutaris. En avril 2013, ce dernier a accepté de ré-ouvrir une ancienne mosquée afin que les fidèles puissent se recueillir pour la prière de Dohr. *« Il n'est pas normal que les musulmans de Grèce n'aient pas de lieu de prière officiel. Je comprends et encourage leur combat. Une mosquée est indispensable pour qu'ils puissent pratiquer dignement leur religion et se sentent intégrer dans notre société... Quand nous avons ouvert l'ancienne mosquée pour eux, il n'y a eu aucun problème et aucun débordement. Malheureusement, l'ouverture permanente de ce lieu ne dépend pas que de moi »*, explique le Maire. Une initiative qui se veut encourageante et servira peut être d'exemple à la capitale.

ENTRETIENS ENVISAGÉS :

Naim El Gandhour : Président de l'association des musulmans de Grèce. Arrivé depuis son Egypte natale il y a plus de 40 ans, Nahim est marié à une grecque. Ils ont deux enfants. Il a fait de la construction d'une mosquée son principal combat et est en lien direct avec le gouvernement pour suivre l'avancée du projet.

Elena Matine : Franco-grecque convertie à l'islam depuis plusieurs années, elle vit à Athènes. En tant que musulmane, elle juge des conditions de vie devenues insupportables. Elle dénonce notamment le racisme des grecs et songe à partir afin de pratiquer librement sa religion.

Issa, Mohamed, Farouk, Ahmed, Abdul : Interviews d'hommes et de femmes obligés de se retrouver dans des lieux souterrains pour se recueillir. Conditions, ressentis, sentiments...

Tatiana Papanastassiou : Sociologue, spécialiste de la communauté musulmane de Grèce. Elle dénonce le racisme ambiant et la méconnaissance de l'Islam par la société grecque. Selon elle, les chances que la mosquée voit le jour sont minimales dans un contexte aussi tendu.

Joelle Dalègre : Spécialiste de la Grèce moderne. Eclairage sur les réticences de la société.

Madame Papanastassiou : Membre du Ministère de l'ordre public et de la protection du citoyen. Discours officiel à propos de la question de la construction de la mosquée.

ou

Nikos Dendias : Ministre de l'ordre public et de la protection du citoyen

Ilias kasidiaris : Porte-parole du parti néo nazi « Aube dorée ».

Archevêque Christodoulos : s'est fermement opposé au projet de construction d'une mosquée, en 2003, aux abords de l'aéroport d'Athènes.

Giannis Boutaris : Maire de Thessalonique, la deuxième ville du pays. Il a accepté d'ouvrir une ancienne mosquée afin que les musulmans puissent prier pour la fête de l'Aïd. Giannis Boutaris milite pour la construction d'une mosquée à Athènes, l'estimant indispensable pour l'intégration des migrants et réfugiés.

Images d'archives :

En 2010, les musulmans d'Athènes sont autorisés à faire une grande prière de rue pour la fête de l'Aïd. Quelques grecs les insultent et leur jettent des projectiles.

https://www.youtube.com/watch?v=ADvW90KAn_Q